

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/L/335
21 octobre 1999

(99-4564)

RAPPORT (1999) DU GROUPE DE TRAVAIL DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT¹

I. ORGANISATION DES TRAVAUX DU GROUPE DE TRAVAIL

1. Le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État a été établi par le Conseil du commerce des marchandises à sa réunion du 20 février 1995, conformément aux dispositions du paragraphe 5 du Mémoire d'accord sur l'interprétation de l'article XVII de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce de 1994 (ci-après dénommé le "Mémoire d'accord"). Tous les Membres qui en expriment le désir peuvent être membres du Groupe de travail. Les gouvernements qui ont le statut d'observateur auprès du Conseil général de l'OMC ont également ce statut auprès du Groupe de travail. Pendant la période considérée (25 novembre 1998-20 octobre 1999), M. Jacques Teyssier d'Orfeuil (France), puis M. Bernard Kuiten (Pays-Bas) et enfin M. Breffini Carpenter (Irlande) en a assumé la présidence.

2. Le mandat du Groupe de travail, défini au paragraphe 5 du Mémoire d'accord, est le suivant: 1) examiner les notifications et les contre-notifications au sujet du commerce d'État; 2) examiner, au vu des notifications reçues, l'adéquation du questionnaire concernant le commerce d'État (IBDD, S9/193) et l'éventail des entreprises commerciales d'État ayant fait l'objet de notifications conformément au paragraphe 1 du Mémoire d'accord; et 3) dresser une liste exemplative indiquant les types de relations entre pouvoirs publics et entreprises et les types d'activités auxquelles celles-ci se livrent et qui peuvent présenter un intérêt pour l'application de l'article XVII du GATT de 1994.

3. Le présent rapport est soumis conformément au paragraphe 5 du Mémoire d'accord. Il décrit les activités du Groupe de travail pendant la période considérée.

4. À ce jour, les Membres ci-après ont participé aux réunions du Groupe de travail: Afrique du Sud; Argentine; Australie; Bangladesh; Brésil; Brunéi Darussalam; Burundi; Canada; Chili; Chypre; Colombie; Communautés européennes; Corée; Costa Rica; Cuba; Égypte; El Salvador; États-Unis; Guatemala; Honduras; Hong Kong, Chine; Hongrie; Inde; Indonésie; Islande; Israël; Japon; Lettonie; Malaisie; Malte; Maroc; Maurice; Mexique; Norvège; Nouvelle-Zélande; Pakistan; Paraguay; Pérou; Philippines; Pologne; République slovaque; République tchèque; Roumanie; Singapour; Suisse; Thaïlande; Trinité-et-Tobago; Turquie; Uruguay; Venezuela et Zambie. L'Arabie saoudite, l'Éthiopie, la Fédération de Russie, la Jordanie, la République populaire de Chine, le Soudan, le Taipei chinois et le Viet Nam ont assisté aux réunions en qualité d'observateurs.

5. Pendant la période considérée, le Groupe de travail a tenu cinq réunions formelles: le 18 décembre 1998, le 22 février 1999, le 26 mai 1999, le 27 juillet 1999 et le 20 octobre 1999. Les

¹ Veuillez noter que, comme le Conseil du commerce des marchandises en est convenu à sa réunion du 15 octobre 1999, le présent rapport est transmis directement au Conseil général à la suite de son adoption par le Groupe de travail des entreprises commerciales d'État à sa réunion du 20 octobre 1999.

comptes rendus de ces réunions figurent dans les documents G/STR/M/12-16. En outre, une réunion informelle a été convoquée dans le but de faire progresser les travaux sur le texte du projet de liste exemplative.

II. NOTIFICATION ET EXAMEN DES ACTIVITÉS DE COMMERCE D'ÉTAT DES MEMBRES

6. Conformément à l'article XVII du GATT de 1994 et au paragraphe 1 du Mémoire d'accord, tous les Membres de l'OMC doivent présenter chaque année des notifications concernant leurs activités de commerce d'État. Des nouvelles notifications complètes ont dû être présentées pour la première fois en 1995, puis tous les trois ans, avec, dans l'intervalle, des notifications de mise à jour indiquant tout changement survenu depuis la nouvelle notification complète. À trois des cinq réunions formelles tenues au cours de la période considérée, le Président a souligné la nécessité de respecter les délais fixés pour la présentation des notifications requises.

7. Des nouvelles notifications complètes pour 1995 ont été présentées par 58 Membres. Des notifications de mise à jour pour 1996 ont été présentées par 30 Membres, et par 31 Membres pour 1997. Des nouvelles notifications complètes pour 1998 ont été présentées par 26 Membres. Des notifications de mise à jour pour 1999 ont été présentées par 15 Membres. (Voir l'annexe du présent rapport.)²

8. À sa réunion du 22 février 1999, le Groupe de travail a examiné 18 notifications: des notifications de mise à jour pour 1996/97 présentées par le Costa Rica; le Mexique; la Roumanie; la Slovaquie et le Venezuela; et des nouvelles notifications complètes pour 1998 présentées par la Colombie; la Corée; l'Égypte; Hong Kong, Chine; la Hongrie; l'Indonésie; l'Islande; Malte; le Mexique; la Norvège; le Paraguay; Trinité-et-Tobago et la Turquie.

9. À sa réunion du 26 mai 1999, le Groupe de travail a examiné huit notifications: des nouvelles notifications complètes pour 1998 présentées par les Communautés européennes, le Costa Rica; Fidji; le Japon; la Nouvelle-Zélande et le Venezuela; et des notifications de mise à jour pour 1999 présentées par Hong Kong, Chine et Malte.

10. À sa réunion du 20 octobre 1999, le Groupe de travail a examiné 12 notifications: la notification de mise à jour pour 1996 présentée par Macao; et des notifications pour 1998-1999 présentées par la Bolivie; l'Islande; la Lettonie; Macao; la Namibie; la Norvège; la Nouvelle-Zélande; le Qatar; la République slovaque; la Slovaquie et la Zambie. À cette réunion, le Groupe de travail a également adopté son rapport annuel présenté au Conseil du commerce des marchandises pour l'année 1999.

III. ÉLABORATION D'UNE LISTE EXEMPLATIVE DE RELATIONS ET D'ACTIVITÉS DES ENTREPRISES COMMERCIALES D'ÉTAT

11. S'agissant du troisième mandat spécifique du Groupe de travail, le projet de liste exemplative de relations et d'activités des entreprises commerciales d'État a été examiné aux réunions tenues par le Groupe de travail en décembre 1998 ainsi qu'en février et mai 1999, et a été approuvé à sa réunion de juillet 1999. Cette liste (G/STR/4) a été adoptée par le Conseil du Commerce des marchandises, à sa réunion du 15 octobre 1999.

² Les Communautés européennes et leurs États membres comptent pour un.

ANNEXE

**NOTIFICATIONS PRÉSENTÉES PAR LES MEMBRES DE L'OMC
AU TITRE DE L'ARTICLE XVII:4 A) DU GATT DE 1994 ET
DU PARAGRAPHE 1 DU MÉMORANDUM D'ACCORD
SUR L'INTERPRÉTATION DE L'ARTICLE XVII**

État au 20 octobre 1999³

Membre	Nouvelle notification complète (1995)	Notification de mise à jour (1996)	Notification de mise à jour (1997)	Nouvelle notification complète (1998)	Notification de mise à jour (1999)
Afrique du Sud	X	X	X		
Angola					
Antigua-et-Barbuda					
Argentine	X		X		
Australie	X	X	X		
Bahreïn					
Bangladesh					
Barbade	X				
Belize					
Bénin					
Bolivie					X
Botswana	X				
Brésil	X		X		
Brunéi Darussalam					
Bulgarie	X				
Burkina Faso					
Burundi					
Cameroun					
Canada	X	X	X		
Chili	X	X	X	X	X
Chypre	X				
Colombie	X	X		X	
Communautés européennes	X	X		X	
Congo					
Corée, Rép. de	X	X		X	
Costa Rica	X	X	X	X	
Côte d'Ivoire	X				
Cuba					

³ "X" indique que la notification a été présentée.

Membre	Nouvelle notification complète (1995)	Notification de mise à jour (1996)	Notification de mise à jour (1997)	Nouvelle notification complète (1998)	Notification de mise à jour (1999)
Djibouti					
Dominique					
Égypte				X	
El Salvador	X				
Émirats arabes unis	X				
Équateur					
États-Unis	X	X	X		
Fidji				X	
Gabon					
Gambie	X				
Ghana					
Grenade					
Guatemala					
Guinée, Rép. de	X				
Guinée-Bissau					
Guyana					
Haïti	X	X	X		
Honduras	X				
Hong Kong, Chine	X	X	X	X	X
Hongrie	X	X	X	X	X
Îles Salomon					
Inde	X				
Indonésie	X	X		X	
Islande	X			X	X
Israël	X				
Jamaïque	X		X		
Japon	X	X	X	X	
Kenya					
Koweït					
Lesotho					
Lettonie				X	X
Liechtenstein	X	X	X		
Macao	X	X	X	X	X
Madagascar					
Malaisie	X				
Malawi					
Maldives					

Membre	Nouvelle notification complète (1995)	Notification de mise à jour (1996)	Notification de mise à jour (1997)	Nouvelle notification complète (1998)	Notification de mise à jour (1999)
Mali					
Malte	X			X	X
Maroc	X				
Maurice	X	X	X		
Mauritanie					
Mexique	X	X	X		
Mongolie				X	
Mozambique					
Myanmar					
Namibie	X			X	X
Nicaragua					
Niger					
Nigéria	X	X	X		
Norvège	X	X	X	X	X
Nouvelle-Zélande	X	X	X	X	X
Ouganda					
Pakistan	X		X		
Panama					
Papouasie-Nouvelle-Guinée					
Paraguay				X	
Pérou	X	X	X		
Philippines	X	X			
Pologne	X				
Qatar	X				X
République centrafricaine					
République démocratique du Congo					
République dominicaine					
République kirghize					
République slovaque	X	X	X	X	X
République tchèque	X				
Roumanie	X	X	X		
Rwanda					
Saint-Kitts-et-Nevis					
Saint-Vincent-et-les Grenadines					
Sainte-Lucie					

Membre	Nouvelle notification complète (1995)	Notification de mise à jour (1996)	Notification de mise à jour (1997)	Nouvelle notification complète (1998)	Notification de mise à jour (1999)
Sénégal					
Sierra Leone					
Singapour	X	X	X		
Slovénie	X	X	X	X	X
Sri Lanka					
Suisse	X	X	X		
Suriname					
Swaziland					
Tanzanie					
Tchad					
Thaïlande	X	X	X		
Togo					
Trinité-et-Tobago				X	
Tunisie	X				
Turquie	X		X	X	
Uruguay	X		X		
Venezuela	X	X	X	X	
Zambie	X			X	X
Zimbabwe					
Total*	58/119	30/119	31/119	26/119	15/119

* Le dénominateur (119) tient compte du fait que les Communautés européennes présentent dans chaque cas une seule notification au nom de l'ensemble des 15 États membres. Le nombre total de Membres de l'OMC (134) comprend les Communautés européennes plus les 15 États membres.